

«Un homme qui n'est pas informé est un sujet, un homme informé est un citoyen».

Alfred Sauvy

la
cgt

Union Départementale de Seine-Maritime



Info luttres N°24 11 juin 2015

Tous dans les rues de Rouen le 25 juin 2015 CONTRE LA CASSE DES EMPLOIS PUBLIC / PRIVÉ !

Ce mois de juin va être décisif et déterminant pour les salariés de Chapelle Darblay, Vallourec, TPQ (ex Schneider) et Pétroplus dont l'appel en cassation n'est toujours pas à l'ordre du jour.

Tous ces sites menacés les uns après les autres, se font sur une logique financière, rentabiliser les actionnaires au détriment de l'emploi, de l'investissement industriel, de l'augmentation de salaires. La casse industrielle dans notre Département a des répercussions sur les collectivités locales et ce sont les populations déjà en souffrance qui en subissent les conséquences. Le manque de moyens dans les hôpitaux avec une dégradation de la qualité de soins pour les malades s'accélère.

Comme les salariés de l'hôpital de Lecallier Leriche, il y a un mois, les salariés de l'hôpital de Barentin se sont mis en grève ce mardi 8 juin, répondant massivement à l'appel du syndicat CGT, mais aussi de FO, du personnel non syndiqué pour demander à leur direction des moyens et du personnel, pour effectuer correctement une prestation de qualité dont les malades ont besoin.

La santé, le transport, l'eau, l'électricité, l'éducation, ne sont pas des marchandises.

Les 25 et 26 juin, l'ensemble des présidents de Régions de France seront présents à Rouen ainsi que des représentants du gouvernement. C'est le moment de montrer notre colère, notre ras le bol de ces politiques d'austérité.

“**C'est le moment de montrer notre colère, notre ras le bol de ces politiques d'austérité**”

Le 25 juin, les salariés, les retraités, les jeunes, les privés d'emploi doivent se faire entendre dans les rues de Rouen pour :

- ✓ l'augmentation générale des salaires,
- ✓ l'arrêt des politiques d'austérité et donc du pacte de responsabilité,
- ✓ le retrait du projet de loi NOTRE
- ✓ l'arrêt des plans sociaux dans l'industrie, l'interdiction des licenciements
- ✓ un plan d'investissement public pour relancer l'économie,
- ✓ le retrait de la réforme des collèges,
- ✓ le refus de la loi Rebsamen.

L'Union Départementale CGT appelle tous les syndicats, les salariés de Seine-Maritime à réagir et exiger que tous ces élus ne mettent pas en œuvre ces projets dévastateurs, en manifestant dans les rues avec les entreprises en lutte à 10 heures, Cours Clemenceau jusqu'au Théâtre des arts.

Un barbecue sera organisé le midi.

Ce 25 juin doit être une étape supplémentaire du processus engagé le 9 avril dernier.

Il est temps de converger toute cette colère !

Pascal Morel

Secrétaire Général de l'UD CGT 76

SOMMAIRE :

Page 2 :

Le dossier de la semaine :

✓ Campagne NVO

Page 3, 4 et 5 :

L'actu des luttes

✓ Rassemblement devant la cité Administrative

✓ Manif hôpital de Barentin

✓ CE extra à la Pap Chap

✓ Journée d'actions du 25 juin

Page 6 :

Du côté du CCN

✓ Campagne sur les salaires

Ouverture des magasins le dimanche ?



**Défendre le repos dominical :
c'est l'affaire de tous !**

Le dossier de la semaine :

Campagne d'abonnements à la NVO

Le journal de la CGT, depuis sa naissance en octobre 1909, sous le nom de la « Vie Ouvrière » a eu l'ambition d'être au service du syndicalisme CGT et de la lutte émancipatrice du monde du travail. Une ambition qui demeure aujourd'hui et qui démontre sa longévité. Le journal de la CGT a toujours su résister et continué de paraître, même pendant les périodes les plus sombres de l'histoire. En 1939, pendant l'occupation, la Vie Ouvrière était interdite. Ce n'était pas pour décourager les militants CGT qui s'organisèrent, au péril de leurs vies, pour que le journal continue de paraître clandestinement, afin de relater les problèmes au quotidien, sur le coût de la vie, la pénurie alimentaire, les difficultés de ravitaillement ou dénoncer le patronat qui collaborait avec les nazis. Bref le journal de la CGT a été utile et porteur d'idées qu'il fallait résister face à l'occupant et permettre à la sortie de la guerre que des avancées sociales soient obtenues dans un pays en ruine.

Aujourd'hui, le journal de la CGT est en difficulté, il risque de disparaître à cause du nombre d'abonnements.

De 230.000 abonnements en 1937 à environ 21.000 en 2015, le journal ne pourra pas continuer à vivre, s'il n'y a pas un sursaut des militants.

En novembre 2014, la CGT a décidé de moderniser notre journal et de le transformer en Bimédia.

Le choix du Bimédia à 2 objectifs :

- ✓ Répondre davantage aux attentes des militants.
- ✓ Pérenniser la vie du journal.

“le journal ne pourra pas continuer à vivre, s'il n'y a pas un sursaut des militants.”

Avec un site internet, qui donne de l'information au quotidien et vous verrez en allant sur le site NVO.fr, vous aurez tout un tas d'informations sur l'actualité, les luttes, les propositions CGT dans un vaste domaine et un enrichissement au niveau juridique et si vous êtes abonné, un accès à différents avantages.



Avec un mensuel papier qui articule des articles courts, de nouvelles rubriques, enquêtes, qui donne la parole, permet de réfléchir sur différents dossiers et de se faire sa propre analyse pour débattre avec les salariés.

Au moment où la bataille des idées fait rage, avec la main mise sur la presse par le pouvoir et le patronat, pour nous faire admettre que d'autres choix ne sont pas possibles, que ceux qui sont mis en place aujourd'hui, il est important pour la CGT, pour ses militants, que la NVO continue d'avoir l'ambition d'être au service du syndicalisme de luttes de classes et non à un syndicalisme d'accompagnement, le rêve du patronat et de nos dirigeants au pouvoir.

Réussissons cette campagne d'abonnements, avec pour objectif :

- ✓ Pas un syndicat sans son abonnement ;
- ✓ Pas un élu ou mandaté, membre de collectifs de direction (CE de syndicat, UL, US, UD, FD, Confédération) sans son abonnement.

En Seine Maritime : de 926 abonnements en juin 2011 à 667 en avril 2015, nous avons relevé la tête avec 69 nouveaux abonnements réalisés depuis le début de l'année (445 nouveaux abonnements au niveau national).

Notre département arrive en tête au niveau des abonnements. C'est grâce à l'effort des militants CGT et en particulier de l'Union Locale de Sotteville qui a proposé l'abonnement à toutes les nouvelles bases créées.

C'est un encouragement et une volonté de pérenniser ce bel outil qu'est la NVO.



Affaire TEFAL :

Succès de la manifestation de soutien

Près de 120 personnes ont manifesté vendredi 5 juin devant la cité administrative où sont implantés les locaux de l'inspection du travail, ils ont manifesté jusqu'au parvis du palais de justice ou s'est tenu une conférence de presse. Ce jour-là, l'une de leurs collègues Laura PFEIFFER, ainsi qu'un ancien salarié de TEFAL, étaient amenés à comparaître devant le tribunal correctionnel d'Annecy (74) suite à une plainte de la société TEFAL.

Au-delà de la solidarité exprimée vis-à-vis des personnes poursuivies par le Procureur d'Annecy pour lesquels ils exigeaient l'arrêt immédiat des poursuites, les manifestants ont revendiqué le retrait des projets de loi Macron et Rebsamen qui constituent des nouvelles attaques contre le droit du travail. Comme pour les quatre militants de la CGT poursuivis dans le cadre de conflits sociaux, ce procès d'Annecy, dont l'audience est reportée au 16 octobre 2015, est éminemment politique ! C'est le procès d'une inspectrice du travail considérée comme trop proche des salariés et pas assez souples avec les employeurs.



Centre hospitalier de Barentin

Importante mobilisation du personnel

Ce mouvement fait suite à des coupes budgétaires et une annonce de suppression de 17 postes de soignants. Les agents s'inquiètent des répercussions sur la qualité de leur travail. Le rassemblement est prévu le mardi 9 juin à 13 h 30 devant l'hôpital de Barentin. « Métier formidable, conditions fort minables », « Moins d'effectifs, plus de sédentaires » : tout est sur les pancartes. Et pour appuyer le message, sifflets et tambours donnent du baume au cœur d'une centaine de blouses blanches qui s'égosillent. Le mouvement lancé à l'appel des syndicats CGT et FO entend mettre sur la place publique les inquiétudes du personnel. Jusqu'en centre-ville.

« On nous a annoncé un déficit de plus d'un million d'euros et la suppression de 17 postes. Une réorganisation va imposer des journées de 12 heures de travail. Cela aura des répercussions sur la qualité des soins et donc des conséquences sur les patients », affirment Sylvie Legait (CGT) et Annie Nicolle (FO).



Chapelle Darblay : Suite du CE Extraordinaire du 04/06/15

Les salariés veulent sauver la machine 3

Ce jeudi soir devant les locaux du CE en présence d'une large partie du personnel Gérard Sénecal, porte-parole de la CGT et Jean-François Gabala, secrétaire du CE, ont fait le point sur le projet de sauvegarde de la machine 3 et des emplois connexes. « Sur les dix projets sur la table, la reconversion de la machine 3 est le plus viable, pour un investissement de 50 millions alors que le PSE en coûte 40 ! Nos experts mandatés ont contacté avec une quinzaine de repreneurs potentiels, à condition qu'UPM accepte de céder la machine au lieu de la détruire ! » Le projet alternatif empêche les 90 licenciements secs qui menacent les départs en pré-retraite entérinés. Des projets annexes (retraitement de déchets) pouvant se greffer sur ce dernier créeraient en effet une quarantaine d'emplois supplémentaires, la machine 3 pouvant être autonome car disposant d'une chaudière.

La commission prendra fin le 26 juin, verdict à la clé. C'est pourquoi la CGT appelle à maintenir la pression. Nous rendrons aussi visite aux présidents de région qui se réunissent le 25 juin ! »

Communiqué de l'UD CGT 76

Grève et manifestations dans la santé et l'action sociale

Jeudi 25 juin à l'appel de la fédération CGT, avec FO et SUD :

Contre les coupes qui frappent l'hôpital public.

Pour la défense des CCN dans l'action sociale.

Pour le retrait de la loi Touraine.

En Seine Maritime :

Au CHU de Rouen : La Direction annonce 100 postes à supprimer dans l'année.

Au Centre Hospitalier du Havre : le rapport de la Cours des Comptes recommande 150 suppressions de postes et 20% de fermetures de lits.

Au CH Rouvray : La Direction programme des fermetures de CMP et d'Hôpitaux de jour.

Le CHI Elbeuf Louviers, placé dans un déficit de 2 millions d'€, parle de fermer de lits, alors que régulièrement les Urgences ne trouvent pas de places les patients

À Dieppe, la Direction prolonge les CDD à 3 ans avant mise en stage.

Toutes les EHPAD risquent d'être fondues dans des Groupements Hospitaliers de Territoires et de perdre des postes.

Au CH Barentin : La direction annonce la suppression de 17 postes par manque de budget, et le passage généralisé en 12h. Les personnels ont fait grève et manifesté très nombreux avec CGT et FO le 9 juin contre cela.



Et le projet de loi de la Ministre Touraine accélérerait les coupes budgétaires.

Dans l'action sociale, toutes les structures sont étranglées financièrement et sommées de diminuer leurs missions et réduire leurs postes. Dans le même temps les employeurs veulent casser les conventions collectives, à commencer par la CCN 66.

L'Union départementale CGT de Seine Maritime alerte les salariés sur ces plans qui signifient moins de soins pour la population, moins de prise en charge adaptées à toutes les populations en difficulté.

Parce que l'attaque est globale, la réponse doit être globale. L'UD 76 soutient les hospitaliers et les salariés de l'action sociale en grève le 25 juin pour :

- ✓ **Assez de remise en cause des acquis, des RTT.**
- ✓ **Salaires : Augmentation du point indiciaire.**
- ✓ **Mise en stage des CDD.**
- ✓ **Retrait de la loi Touraine.**
- ✓ **Non aux 3 milliards de coupe sur les Hôpitaux et ses personnels.**
- ✓ **Pas touche aux CCN.**
- ✓ **Défense de l'Action sociale et de ses structures.**

Du côté du CCN... Du côté du CCN... Du côté du CCN... Du côté du CCN... Du côté du CCN...

Campagne sur les salaires

Rappel

Cher(e)s Camarades,

Le CCN réuni les 27 et 28 mai dernier a lancé une campagne nationale intitulée « augmenter les salaires, les minima sociaux, les pensions, c'est urgent, nécessaire et juste » avec tracts et carte-pétition pour aller au débat dans nos syndicats avec les salariés.

Pour la Seine-Maritime, l'objectif à atteindre est de 4 000 pétitions pour près de 23 000 syndiqués.

Cette campagne doit être inscrite à l'ordre du jour de nos réunions, en proposant un plan de travail dans nos structures.

Elle doit être la préoccupation de notre activité syndicale avec les salariés, nos syndiqués. C'est bien les salariés qui créent les richesses dans ce pays.

Un recensement national est prévu avec plus de 100 000 signatures à porter dans les territoires, Préfecture, chambre patronale.

A ce jour, nous n'avons aucune remontée des initiatives de syndicats

dans le Département.

Je vous demande de nous remonter :

- 1) Quelle initiative avez-vous programmée autour de cette campagne ?
- 2) De nous faire parvenir par courriel auprès du service administratif de l'UD (Line ou Ana) le nombre de signatures dans votre syndicat.

Fraternellement

Pascal MOREL

Secrétaire Général de l'UD CGT 76



L'engagement pris lors du 43ème congrès et validé dans le document d'orientation, est que chaque membre dirigeant de la CE de l'UD doit s'inscrire et s'investir dans ces « collectifs ou espaces ».

Rappel des différents secteurs :

COMMUNICATION : animateur : David RUIS

FORMATION SYNDICALE : animateur : Stéphane HAUGUEL

QUALITE VIE SYNDICALE : animateurs : Fatma OBLIGIS / Handy BARRE

REVENDICATIF : animateur : Bruno RICQUE

SERVICES PUBLICS : animatrice : Christine BOULIER

DROITS LIBERTES ACTIONS JURIDIQUES : animateurs : Philippe LEBOURG, Patrick LEBAL'CH

POLITIQUE FINANCIERE : animateurs : Philippe LERMINET, Jacques RICHER

SANTE TRAVAIL : animateur : Gérald LE CORRE

COORDINATION ACTIVITE CE : Laurent SEMEUX

Il vous est demandé de remonter rapidement vos inscriptions et vos propositions auprès de nos camarades, Line et Ana ou d'envoyer vos candidatures sur la boîte mail de l'UD : ud@cgt76.fr.

Ces commissions sont ouvertes à tous les syndicats, mais aussi aux membres de la CE sortante, à tous ceux qui veulent s'investir pour mettre en place les décisions votées lors de notre congrès.

Avec la NVO et ses publications, Arestez au coeur de l'actualité sociale et juridique.



« L'info Luttes », c'est votre hebdomadaire, c'est notre lien.
Il évoluera dans le temps, en prenant en compte vos remarques.
N'hésitez pas à nous faire parvenir vos envies, vos informations,
vos témoignages...

« Info Luttes », c'est votre journal !
Contact : ud76@cgt.fr

A jeudi prochain.